

ASSEMBLÉE NATIONALE

17 avril 2026

ACTUALISATION DE LA PROGRAMMATION MILITAIRE POUR LES ANNÉES 2024 À 2030 ET DIVERSES DISPOSITIONS INTÉRESSANT LA DÉFENSE - (N° 2630)

N° DN356

AMENDEMENT

présenté par

M. Lachaud, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, M. Arnault, Mme Belouassa-Cherifi, Mme Bentorki, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Cadalen, M. Caron, M. Carrière, Mme Cathala, M. Cernon, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu, M. Diouara, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Feld, M. Fernandes, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Guetté, Mme Hamdane, Mme Hignet, M. Kerbrat, M. Lahmar, M. Laisney, M. Le Coq, M. Le Gall, Mme Leboucher, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lejeune, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Élisabeth Martin, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Mesmeur, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Nosbé, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Saint-Martin, M. Saintoul, Mme Soudais, Mme Stambach-Terreiro, M. Aurélien Taché, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier

ARTICLE PREMIER**RAPPORT ANNEXÉ**

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité
--

Après le mot :

« actualisée » ;

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 1 :

« afin de définir une véritable feuille de route pour s'émanciper de la tutelle des États-Unis en matière de défense et de sécurité. L'impérialisme américain, réaffirmé par le président des États-Unis Donald Trump, démontre qu'ils ne constituent pas un allié fiable pour notre pays, comme l'illustrent la guerre illégale menée aux côtés d'Israël en Iran, l'enlèvement du président vénézuélien Nicolas Maduro ou encore les menaces d'annexion du Groenland.

« Dans ce contexte, la sortie de la France de l'OTAN doit devenir un horizon. Cela suppose une condition préalable : être capables d'assurer notre défense de manière pleinement souveraine.

« Or, la France est fortement dépendante de technologies américaines, notamment dans les domaines du traitement de données ou du *cloud* numérique, où la dépendance à des acteurs privés états-uniens est critique ; l'actualisation proposée doit permettre de réduire ces dépendances.

« Enfin, cette actualisation doit permettre de repenser le modèle d'armée français, jusqu'ici conçu pour répondre aux processus de planification de de défense otaniens. Ainsi, l'actualisation proposée permet de financer un modèle d'armée souverain au service d'une politique non-alignée. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement du groupe la France insoumise propose de redéfinir les objectifs de l'actualisation de la loi de programmation militaire autour de deux priorités : une défense souveraine pour une politique non-alignée.

La France doit définir une véritable feuille de route pour s'émanciper de la tutelle des États-Unis en matière de défense et de sécurité. L'impérialisme américain, réaffirmé par Donald Trump, rappelle que les États-Unis ne constituent pas un allié fiable pour notre pays. La guerre illégale menée aux côtés d'Israël en Iran, l'enlèvement de Nicolas Maduro ou encore les menaces d'annexion du Groenland en sont des illustrations récentes. Dans ce contexte, la sortie de la France de l'OTAN doit devenir un horizon à court terme. Mais cela suppose une condition préalable : être capables d'assurer notre défense de manière pleinement souveraine.

Or, nous demeurons fortement dépendants de technologies américaines, notamment dans les domaines du traitement de données ou du cloud, avec des acteurs comme Palantir ou Microsoft. Dans le même temps, les objectifs affichés par le gouvernement s'inscrivent pleinement dans le cadre fixé par l'OTAN, en particulier l'objectif de porter à 2,5 % du PIB les dépenses de défense à horizon 2030. Le modèle d'armée jusqu'ici adopté est également pensé en fonction des exigences otaniennes : prendre la tête d'un corps d'armée dans le cadre d'un conflit de haute intensité. L'exigence de cette LPM devrait être de financer le non-alignement notamment vis-à-vis des Etats-Unis et non d'en financer son alignement comme le propose le gouvernement.